

<i>Etats Membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Hongrie	0,22
Iles Salomon	0,01
Inde	0,35
Indonésie	0,14
Iran (République islamique d')	0,63
Iraq	0,12
Irlande	0,18
Islande	0,03
Israël	0,22
Italie	3,79
Jamahiriya arabe libyenne	0,26
Jamaïque	0,02
Japon	10,84
Jordanie	0,01
Kampuchea démocratique	0,01
Kenya	0,29
Koweït	0,01
Lesotho	0,01
Liban	0,01
Libéria	0,01
Luxembourg	0,05
Madagascar	0,01
Malaisie	0,10
Malawi	0,01
Maldives	0,01
Mali	0,01
Malte	0,05
Maroc	0,01
Maurice	0,01
Mauritanie	0,89
Mexique	0,01
Mongolie	0,01
Mozambique	0,01
Népal	0,01
Nicaragua	0,01
Niger	0,01
Nigéria	0,19
Norvège	0,54
Nouvelle-Zélande	0,24
Oman	0,02
Ouganda	0,01
Pakistan	0,06
Panama	0,02
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,01
Paraguay	0,02
Pays-Bas	1,74
Pérou	0,07
Philippines	0,10
Pologne	0,64
Portugal	0,18
Qatar	0,04
République arabe syrienne	0,01
République centrafricaine	0,01
République démocratique allemande	1,33
République démocratique populaire lao	0,01
République dominicaine	0,03
République socialiste soviétique de Biélorussie	0,34
République socialiste soviétique d'Ukraine	1,28
République-Unie de Tanzanie	0,01
Roumanie	0,19
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,86
Rwanda	0,01
Saint-Christophe-et-Nevis	0,01
Sainte-Lucie	0,01
Saint-Vincent-et-Grenadines	0,01
Samoa	0,01
Sao Tomé-et-Principe	0,01
Sénégal	0,01
Seychelles	0,01
Sierra Leone	0,01
Singapour	0,10
Somalie	0,01
Soudan	0,01
Sri Lanka	0,01
Suède	1,25
Suriname	0,01
Swaziland	0,01
Tchad	0,01
Tchécoslovaquie	0,70
Thaïlande	0,09
Togo	0,01
Trinité-et-Tobago	0,04
Tunisie	0,03
Turquie	0,34

<i>Etats Membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Union des Républiques socialistes soviétiques	10,20
Uruguay	0,04
Vanuatu	0,01
Venezuela	0,60
Viet Nam	0,01
Yémen	0,01
Yémen démocratique	0,01
Yougoslavie	0,46
Zaire	0,01
Zambie	0,01
Zimbabwe	0,02
	100,00

2. Conformément à l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le barème des quotes-parts qui figure au paragraphe 1 ci-dessus sera revu en 1988 par le Comité des contributions et un rapport à ce sujet sera présenté, pour examen, à l'Assemblée lors de sa quarante-troisième session;

3. Nonobstant les dispositions de l'article 5.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général pourra accepter, à sa discrétion et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des Etats Membres pour les années civiles 1986, 1987 et 1988 soit versée dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis;

4. Conformément à l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies mais qui participent à certaines de ses activités seront appelés à verser des contributions représentant leur part du coût de ces activités en 1986, 1987 et 1988 selon le barème suivant :

<i>Etats non membres</i>	<i>Pourcentages</i>
Liechtenstein	0,01
Monaco	0,01
Nauru	0,01
République de Corée	0,20
République populaire démocratique de Corée	0,05
Saint-Marin	0,01
Saint-Siège	0,01
Suisse	1,12
Tonga	0,01
Tuvalu	0,01

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/249. Incidence de l'inflation et de l'instabilité monétaire sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 39/240 du 18 décembre 1984,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur l'incidence de l'inflation et de l'instabilité monétaire sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies⁴⁴;

2. Décide d'examiner à nouveau cette question à une session ultérieure.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/250. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions antérieures sur ce sujet, en particulier la résolution 36/229 du 18 décembre 1981, dans laquelle elle a déclaré être préoccupée par la nécessité d'une coordination administrative et budgétaire efficace dans le cadre du système des Nations Unies,

⁴⁴ A/C.5/40/65.

Convaincue de l'importance d'une telle coordination entre les organismes des Nations Unies,

Consciente de la nécessité d'éviter les doubles emplois et la prolifération d'organes pour utiliser au mieux les ressources de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées,

Souscrivant à l'opinion exprimée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans le rapport sur cette question qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-neuvième session⁴⁵, à savoir que la coordination entre les organisations en vue d'harmoniser les pratiques budgétaires est de la plus haute importance et qu'il convient d'encourager la poursuite des efforts de normalisation et d'harmonisation,

1. *Recommande* que de nouveaux efforts soient faits pour assurer au maximum la normalisation et la comparabilité des pratiques budgétaires et administratives de toutes les organisations concernées;

2. *Invite* la Commission de la fonction publique internationale, agissant en coopération avec le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et les autres organismes compétents des Nations Unies, à poursuivre ses efforts en vue de parvenir à une plus grande harmonisation des statuts du personnel, compte tenu des rapports pertinents du Corps commun d'inspection et des opinions exprimées à ce sujet à la Cinquième Commission;

3. *Invite* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique à présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, leurs observations sur les questions visées dans la présente résolution.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/251. Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique

L'Assemblée générale

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique⁴⁶;

2. *Saisit* les organisations intéressées du rapport du Comité consultatif, ainsi que des commentaires et observations formulés au cours de son examen à la Cinquième Commission⁴⁷;

3. *Transmet* le rapport du Comité consultatif, pour information, au Comité des commissaires aux comptes, au Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes, au Comité du programme et de la coordination et au Corps commun d'inspection.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/252. Questions relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987

L'Assemblée générale,

I

YEARBOOK OF THE UNITED NATIONS

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁴⁸ et les observations y relatives formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans les paragraphes 27.35 à 27.43 du chapitre II de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987⁴⁹,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général;

2. *Fait siennes* les observations formulées par le Comité consultatif dans les paragraphes 27.42 et 27.43 de son rapport;

3. *Décide* que le *Yearbook of the United Nations* sera publié en édition abrégée jusqu'à ce que le retard dans sa publication ait été éliminé;

II

ACQUISITION D'UN SYSTEME TELEPHONIQUE AU SIEGE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁵⁰ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵¹,

Approuve les propositions que le Secrétaire général a exposées en détail dans son rapport au sujet de l'acquisition d'un système téléphonique au Siège de l'Organisation des Nations Unies;

III

RESTAURANTS ET SERVICES ANNEXES DU SIEGE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les restaurants et services annexes du Siège de l'Organisation des Nations Unies⁵²;

IV

OFFICE DES NATIONS UNIES A NAIROBI

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur l'Office des Nations Unies à Nairobi⁵³;

V

LOCAUX DES NATIONS UNIES A BANGKOK

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les locaux des Nations Unies à Bangkok⁵⁴;

⁴⁵ A/39/592.

⁴⁶ A/40/769 et Corr.1.

⁴⁷ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Cinquième Commission, 55^e, 59^e et 70^e séances; et *ibid.*, Cinquième Commission, Fascicule de session, rectificatif.

⁴⁸ A/C.5/40/37.

⁴⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 7 (A/40/7).

⁵⁰ A/C.5/40/11.

⁵¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 7 A (A/40/7/Add.1 à 18), document A/40/7/Add.4.

⁵² A/C.5/40/17.

⁵³ A/C.5/40/14.

⁵⁴ A/C.5/40/29.